

1<sup>ERES</sup> RENCONTRES DE LA CONSOMMATION RESPONSABLE



# COMMENT TRANSITER VERS LA CONSOMMATION RESPONSABLE ?

MERCREDI 24 MARS 2021

Présidées par

**Jean-Noël Barrot**

*Député des Yvelines  
Vice-président de la  
commission  
des Finances*

**Monique Limon**

*Députée de l'Isère  
Co-présidente du groupe  
d'études «Alimentation et  
santé»*

**Jean-Baptiste  
Moreau**

*Député de la Creuse  
Rapporteur de la loi EGalim*

**Véronique Riotton**

*Députée de la Haute-Savoie*

En présence de

**Olivia Grégoire**

*Secrétaire d'Etat chargée de l'Économie sociale,  
solidaire et responsable*



UN ÉVÉNEMENT  
100% DIGITAL SUR  
**zoom**

# 1<sup>ERES</sup> RENCONTRES DE LA CONSOMMATION RESPONSABLE

## COMMENT TRANSITER VERS LA CONSOMMATION RESPONSABLE ?

---

*Débats animés par*

**David Ascher**, directeur des publications Actu-environnement

9 heures

### OUVERTURE DES RENCONTRES

**Olivia Grégoire**, secrétaire d'Etat chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable

9h10

### FOCUS

#### CE QUE LE VIRUS A CHANGÉ À LA CONSOMMATION

*Présidé par*

**Monique Limon**, députée de l'Isère, co-présidente du groupe d'études "Alimentation et santé"

*Avec la participation de*

**Sophie Dubuisson-Quellier**, directrice de recherche au CNRS, directrice adjointe du Centre de sociologie des organisations (CNRS-Sciences Po), membre du Haut conseil pour le climat

**Philippe Moati**, professeur agrégé d'économie à l'Université de Paris, co-président de l'Association L'Observatoire Société et Consommation (Obsoco)

*Échanges avec les participants*

9h40

### TABLE-RONDE

#### CRÉDIT, FINANCEMENT, RÉGLEMENTATION : QUEL SOUTIEN À LA CONSOMMATION EN FRANCE ?

*Présidée par*

**Jean-Noël Barrot**, député des Yvelines, vice-président de la commission des Finances

*Avec la participation de*

**Philippe Chassaing**, député de la Dordogne, chargé d'une Mission confiée par le Premier Ministre sur l'évolution des dispositifs pour prévenir et lutter contre le surendettement

**Frédéric Jacob-Peron**, vice-président du Conseil de l'ASF, directeur général de Franfinance

**Françoise Palle-Guillabert**, délégué général de l'Association française des Sociétés Financières (ASF)

**Mathieu Plane**, directeur adjoint du département Analyse et prévision de l'OFCE

*Échanges avec les participants*



10h40

**TABLE-RONDE**  
**PRODUCTEURS, FOURNISSEURS, DISTRIBUTEURS, CONSOMMATEURS : TOUS RESPONSABLES ?**

*Présidée par*

**Jean-Baptiste Moreau**, député de la Creuse, rapporteur de la loi EGalim

*Avec la participation de*

**Lambert Allaerd**, membre et porte-parole de la Convention Citoyenne pour le Climat

**Alain Bazot**, président de l'UFC-Que Choisir

**Jean Hornain**, directeur général de Citeo

**Christiane Lambert**, présidente de la FNSEA

**Richard Panquiaux**, directeur général de l'Ilec

**Laure Verdeau**, directrice de l'Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique (Agence BIO)

*Échanges avec les participants*

11h40

**KEYNOTE VIDÉO**  
**LE NO CONSO EST-IL L'AVENIR DE LA CONSOMMATION ?**

**Paul Ariès**, politologue, écrivain, auteur de No Conso et de La famille sans supermarché

11h50

**TABLE-RONDE**  
**LES ENJEUX DE LA PUBLICITÉ RESPONSABLE**

*Présidée par*

**Véronique Riotton**, députée de la Haute-Savoie

*Avec la participation de*

**Géraud Guibert**, président de la Fabrique Écologique

**David Larramendy**, président du Syndicat national de la publicité télévisée (SNPTV)

**Guillaume Le Jeune**, président de Culture Papier

*Échanges avec les participants*

12h40

**CLÔTURE DES RENCONTRES**

## CO-PRÉSIDENTE DES RENCONTRES



### Monique Limon

Monique Limon, née le 5 décembre 1953 à Paris, est députée LREM de la septième circonscription de l'Isère. Diplômée d'un DEES (diplôme d'état d'éducateur spécialisé) et d'un master en politiques sociales (Institut d'études politiques de Grenoble), elle a occupé de nombreux postes liés à la politique sociale, tant en établissement accueillant des adolescents en difficulté qu'au conseil départemental de l'Isère. À l'Assemblée, elle siège à la Commission des Affaires sociales. Elle y a notamment porté la proposition de loi visant à réformer l'adoption dont elle a été rapporteure, ainsi que le projet de loi portant réforme des retraites dont elle a été responsable de texte. Elle a également été responsable de texte du projet de loi pour « l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable » (EGAlim). Très investie sur ces sujets, elle est également co présidente du groupe Alimentation et santé et membre du groupe Enjeux de la ruralité.



### Jean-Noël Barrot

Depuis les élections législatives de juin 2017, Jean-Noël Barrot est député MoDem de la 2<sup>e</sup> circonscription des Yvelines et vice-présidents de la Commission des finances. Auparavant, il a été conseiller départemental d'Yssingeanx, en tandem avec Madeleine Dubois. En décembre 2018, il est devenu secrétaire général du MoDem. François de Rugy, président de l'Assemblée nationale, le nomme président du groupe de travail sur les moyens de contrôle et d'évaluation qui propose, en juin 2017, une feuille de route pour la création d'une agence d'évaluation parlementaire permanente. Afin d'alimenter le Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (projet de loi Pacte), il remet en décembre 2017 un rapport portant sur le financement des entreprises à Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, coécrit avec l'entrepreneuse Alice Zagury. En juillet 2018, il est élu rapporteur du projet de loi Pacte, chargé de la section du texte portant sur le financement des entreprises. Jean-Noël Barrot est économiste. Ses travaux de recherche portent sur le financement de l'économie. Il est titulaire de masters de l'École d'économie de Paris et de Sciences Po, ainsi que d'un doctorat obtenu à HEC Paris. Il a passé cinq années au Massachusetts Institute of Technology (MIT), avant d'être nommé professeur à HEC, dans les Yvelines.

# #RencontresConsoResponsable

## CO-PRÉSIDENCE DES RENCONTRES



### Jean-Baptiste Moreau

Député de la Creuse depuis 2017, Jean-Baptiste Moreau est également agriculteur exploitant de vaches à viande en Creuse. À l'Assemblée nationale, il est membre de la commission des Affaires économiques, membre de la commission des Affaires européennes, et co-président du groupe d'étude sur la Modernisation des activités agricoles et la structuration des filières. Rapporteur de la loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable, dite loi EGAlim, Jean-Baptiste Moreau est aussi rapporteur de la mission d'information commune sur le suivi de la stratégie de sortie du glyphosate, et membre de la mission d'information sur les relations entre les grands donneurs d'ordre et les sous-traitants dans les filières industrielles. Il est aussi membre titulaire du Comité de pilotage de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires.



### Véronique Riotton

Véronique Riotton est députée de la Haute-Savoie. Elle est membre de plusieurs groupes d'études tels que le groupe d'études "Impact des changements climatiques", "Énergies vertes", "Déchets ménagers", "Eau et biodiversité", "Économie verte et économie circulaire" ou encore "Objectifs de développement durable". Elle a été Vice-présidente du groupe LREM, nommée Co-rapporteur du projet de loi anti gaspillage pour une économie circulaire, promulgué le 10 février 2020. Anciennement vice-présidente, puis présidente par intérim, de la commission du Développement durable et de l'Aménagement du territoire, elle a également été membre de la Mission d'information relative aux freins à la transition énergétique.



## OUVERTURE DES RENCONTRES



### **Olivia Grégoire**

Olivia Grégoire débute sa carrière en 2003, au sein du Service d'information du Gouvernement, en tant que chargée de mission auprès notamment de Jean-Pierre Raffarin (2003–2005). Elle rejoint ensuite le cabinet du Ministre de la santé en tant que conseillère technique chargée de la communication stratégique, pour Xavier Bertrand puis Philippe Bas (2005–2007). En 2007, Olivia Grégoire rejoint ensuite le secteur privé et devient directrice de la communication et du développement durable de l'agence de communication DDB France. En 2009, elle est recrutée au même poste au sein de l'agence de publicité W & Cie du groupe Havas, puis dans une société du groupe Saint Gobain. En 2014, elle fonde son propre cabinet de conseil. En marge de sa carrière dans le marketing, Olivia Grégoire s'est engagée très tôt en politique, comme collaboratrice du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin de 2002 à 2005, puis du ministre des Affaires sociales Xavier Bertrand de 2005 à 2007. Le 18 juin 2017, elle est élue députée de La République en marche! de la 12ème circonscription de Paris et le 28 juin 2017, elle est nommée porte-parole du groupe LREM à l'Assemblée nationale. Elle est également membre de la Commission des Finances. En juillet 2020, elle est nommée secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance.

# #RencontresConsoResponsable

## KEYNOTE



### Paul Ariès

Paul Ariès est un politologue français, né en 1959. Après avoir enseigné l'économie-gestion à l'Université Jean-Moulin-Lyon-III, il enseigne ensuite le droit public, le droit comparé à l'Université Lumière, puis entre au sein de l'Institut du travail (ITFS) en tant que responsable de la formation des syndicalistes. Paul Ariès centrera ensuite son travail sur l'histoire et la sociologie politique de l'alimentation. Il dédie plusieurs ouvrages sur les «méfaits de la mondialisation» et lutte contre l'agression publicitaire, dans *Les Fils de MacDo* (1997) ou encore *Disneyland, le royaume désenchanté* (2002). Paul Ariès enseigne la science politique et l'histoire et la sociologie de l'alimentation (prix littéraire de l'Académie nationale de cuisine). Il a été membre du jury international de l'association Slow Food. Il enseigne également la stratégie et le management dans une école de commerce spécialisée dans l'hôtellerie et la restauration à Lyon. Il débute sa carrière médiatique en devenant membre de plusieurs comités de rédaction. Il a notamment été responsable des pages politiques du mensuel *La Décroissance*, et collabore régulièrement avec *Le Monde diplomatique* ou encore l'hebdomadaire *Politis*. Il est l'auteur d'une quarantaine d'ouvrages concernant les «méfaits de la mondialisation». C'est également l'un des acteurs des grands mouvements sociaux de ces quinze dernières années : lutte contre la «malbouffe» et la «McDonaldisation», lutte contre le harcèlement au travail, lutte contre l'agression publicitaire», lutte contre la Disneylandisation, lutte contre la TV-réalité, lutte pour l'objection de croissance. On retrouve dans ses ouvrages : *No Conso, manifeste pour une grève générale de la consommation* (édition Golias, 2006), *Écologie et culture populaire* (édition Utopia, 2015), *Lettre ouverte aux mangeurs de viande, de fromage et buveurs de laits qui souhaitent le rester sans culpabiliser* (Larousse, 2019), ou encore *Lettre ouverte aux mangeurs de viande* (Larousse, 2019).

## ANIMATION DES RENCONTRES



### David Ascher

Directeur de publication d'Actu-Environnement - titre de presse professionnel spécialisé qu'il a co-fondé en 2003 - David Ascher anime également des conférences sur les secteurs de l'environnement comme l'économie circulaire et l'énergie. Riche d'une formation scientifique et fort d'un suivi de l'évolution réglementaire, technique et sociétale sur ces secteurs depuis plus de 15 ans, cet entrepreneur de la presse évolue quotidiennement au plus près de l'actualité environnementale. Une immersion qui lui permet de mener les débats sur un ton décontracté mais assurément professionnel.



**Sophie Dubuisson-Quellier**

Sophie Dubuisson-Quellier est directrice de recherche au CNRS et directrice adjointe du Centre de sociologie des organisations (CNRS-Sciences Po). Ses travaux, en sociologie économique, portent sur la fabrique sociale des comportements économiques, à l'articulation des interventions des entreprises, des pouvoirs publics et des mouvements sociaux. Elle a notamment travaillé sur la consommation durable, à la fois à partir de la consommation engagée, des mobilisations sociales et des politiques publiques. Elle a publié *La consommation engagée* (2018), *Le biais comportementaliste* (2018), *Gouverner les conduites* (2016) aux Presses de Sciences Po. Elle est membre du réseau international SCORAI, membre du conseil scientifique de l'Ademe depuis 2011 et du Haut conseil pour le climat depuis décembre 2019. Fin 2020, elle rejoint le comité scientifique de la Chaire développement durable et transition climatique de Sciences Po, piloté conjointement par l'École d'affaires publiques et l'École des affaires internationales (PSIA) et devient membre au conseil scientifique de l'INRAE. Aujourd'hui, Sophie Dubuisson-Quellier est également directrice adjointe au CSO, membre du Haut Conseil pour le climat et présidente du conseil scientifique de l'ADEME.

**Philippe Moati**

Il est professeur agrégé d'économie à l'Université de Paris et membre du Laboratoire Dynamiques Sociales et Recomposition des Espaces (Ladyss, UMR 7533). Après plus de 20 ans passés au Crédoc, Philippe Moati a participé à la création en 2011 de l'Observatoire Société et Consommation (l'ObSoCo). L'analyse des transformations du système économique et social traverse ses différents travaux. Il est un spécialiste reconnu du commerce et de la consommation. *La nouvelle révolution commerciale* (Odile Jacob, 2011) et *La société malade de la consommation* (Odile Jacob, 2016) sont ses deux derniers livres.

# #RencontresConsoResponsable





# Crédit à la consommation

Un outil de financement régulé au service des ménages



Un crédit à la consommation est une opération qui consiste en un prêt d'argent avec intérêt, pour financer un bien ou un service. Le crédit est un contrat signé entre deux personnes, le prêteur qui s'engage à mettre une somme d'argent à disposition et l'emprunteur qui s'engage à la rembourser, intérêts et principal.

## 50%

Les sociétés adhérentes de l'ASF, filiales de la grande distribution, des constructeurs automobiles et du secteur bancaire, représentent près de 50% de l'encours de l'ensemble des établissements prêteurs.

## Comment ?

Le crédit est distribué :

- soit directement par le prêteur lui-même,
- soit par l'intermédiaire de commerçants sur le lieu de vente.



## Le crédit à la consommation : un marché profondément transformé

Structure du marché lourdement modifiée, notamment par les lois Lagarde et Hamon (2010 et 2014).

Percée de nouveaux acteurs moins régulés (FinTech, agrégateurs...).

Défis technologiques et structurels inédits (recours croissant aux canaux de distribution digitaux, dématérialisation des opérations; évolution des modes de consommation avec glissement du financement de la propriété vers celui de l'usage).

## Gamme de crédits proposés :

Chaque catégorie de crédit à la consommation répond à un besoin spécifique :



**Crédit affecté :** mise à disposition des fonds pour l'achat d'un bien ou d'un service déterminé. Le contrat de crédit et le contrat de vente sont liés, ce qui est une protection pour l'emprunteur → utilisé principalement sur le lieu de vente.



**Location avec option d'achat :** mise à disposition d'un bien financé contre paiement de loyers. La levée de l'option d'achat permet de devenir propriétaire du bien, le cas échéant → utilisée pour le financement d'automobiles.



**Prêt personnel :** crédit non affecté, le client est libre d'utiliser les fonds prêtés à sa convenance → délivré directement par un établissement de crédit.



**Crédit renouvelable :** mise à disposition d'une enveloppe de crédit qui se reconstitue au fil des remboursements → associé généralement à une carte de crédit.

## Les actions de l'ASF pour promouvoir le crédit responsable :

**Pédagogie :** participation à la stratégie nationale d'éducation financière, à l'Institut pour l'Éducation Financière du Public, élaboration de livrets pédagogiques en concertation avec les associations de consommateurs.

**Conseil budgétaire :** participation au réseau de Points Conseil Budget (expérimentation et Comité de pilotage) qui a débuté en 2016 et en cours de généralisation.

**Prévention du surendettement :** mise en œuvre active de la charte AFECEI sur la détection et le traitement des clients en situation de fragilité financière.

Préconisations relatives au financement affecté à l'installation de panneaux photovoltaïques.

Les adhérents de l'ASF proposent des solutions de financements aux entreprises (crédit-bail, Sofergie et affacturage) et aux ménages (crédit à la consommation et à l'habitat). Ils offrent également une gamme de services financiers (cautions), de services d'investissement et de titrisation. Ils financent 20% des crédits au secteur privé.





### Philippe Chassaing

Philippe Chassaing est député de la Dordogne. Au moment de son élection à l'Assemblée nationale, il était directeur de la Mutuelle générale de l'Éducation Nationale en Dordogne. Il est membre de la commission des Finances, de l'Économie générale et du Contrôle budgétaire, et vice-président du groupe d'études "Responsabilité Sociale des Entreprises". Philippe Chassaing a également été l'auteur en 2019 d'un rapport sur l'inclusion bancaire et en décembre 2020, il s'est vu confier une Mission d'information afin de suivre les avancées de ses précédentes prescriptions. De plus, le 24 février dernier, il est nommé parlementaire en mission par le Premier ministre. L'objectif étant de proposer des solutions concrètes pour lutter contre le surendettement en accompagnant davantage les publics fragiles via une amélioration de la détection et une évolution du microcrédit.



### Frédéric Jacob-Peron

Vice-président du Conseil de l'ASF, Frédéric Jacob-Peron occupe les fonctions de Directeur Général de Franfinance depuis octobre 2017. Dans le cadre de ses fonctions chez Franfinance, il est également Directeur de la division Financement Aux Particuliers (FAP). Frédéric Jacob-Peron débute sa carrière en 1992 chez Cardif comme chargé du partenariat avec le Crédit du Nord. Il intègre ensuite HSBC en 1997 en tant que Responsable du développement de l'assurance vie. Il rejoint le groupe Société Générale en 2001 en tant que directeur Marketing de Sogecap, la compagnie d'Assurance vie du Groupe, dont il est devenu en 2004 Directeur Général Adjoint. En 2009, il est nommé PDG de Sogessur, la compagnie d'Assurance Dommages du Groupe. De 2012 à 2017, il occupe les fonctions de Directeur Commercial et Marketing de la Banque de Détail France Société Générale. Frédéric Jacob-Peron est titulaire d'un MBA des Hautes Etudes Commerciales (HEC) et d'un Master of Science in Physics à l'University of ESSEX (GB).





### Françoise Palle-Guillabert

Titulaire d'une maîtrise de droit et diplômée de l'IEP Paris, Françoise Palle-Guillabert est entrée à la Banque de France comme adjoint de direction. Elle a rejoint la Commission bancaire en 1989. Détachée à la direction du Trésor en 1994, puis en 1996 à la Commission de la privatisation comme secrétaire général, elle est nommée en 1999 à la Banque de France chef du service des réglementations professionnelles, service juridique du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) et du Comité de la réglementation bancaire et financière (CRBF). En avril 2003, elle rejoint la Fédération Bancaire Française, comme Directeur du département Banque de détail et Banque à distance. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2008, Françoise Palle-Guillabert est Délégué Général de l'ASF, qui regroupe l'ensemble des établissements spécialisés en crédit à la consommation, financement et refinancement de l'immobilier, affacturage, caution, crédit-bail, prestation de services d'investissement, titrisation. Elle assure la présidence d'EU Federation pour l'affacturage, depuis janvier 2018 et la vice-présidence d'Eurofinas pour le crédit à la consommation, depuis novembre 2019.



### Mathieu Plane

Mathieu Plane est économiste et Directeur adjoint à l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE - Centre de recherche en économie de SciencesPo) où il dirige l'équipe France. Il est responsable des prévisions pour l'économie française et en charge de questions de politique économique. Il enseigne l'économie appliquée, la prévision et la politique économique en Master à Sciences-Po Paris et à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. De 2013 à 2014, il a été conseiller économique du Ministre de l'Economie, du Redressement productif et du Numérique. Il vient récemment de publier, en collaboration avec d'autres auteurs de l'OFCE plusieurs études sur l'impact économique de la COVID-19 et l'évaluation du plan de relance, et a participé à « L'Economie française 2021, au temps de la Covid-19 », publiée dans la collection Repères aux éditions « La découverte ».





## NOTRE AMBITION : DONNER LES CLÉS AUX CONSOMMATEURS POUR RÉDUIRE LEUR IMPACT ENVIRONNEMENTAL

En novembre 2020, Citeo est devenue Entreprise à mission. Nous avons défini notre raison d'être : « **pour répondre à l'urgence écologique et accélérer les transformations qui s'imposent, Citeo veut engager et accompagner les acteurs économiques à produire, distribuer et consommer en préservant notre planète, ses ressources, la biodiversité et le climat** ». Engagés depuis notre création sur les enjeux de comportements du consommateur, il nous est apparu logique d'inscrire parmi les objectifs de notre entreprise à mission, notre engagement à « **donner les clés aux consommateurs pour réduire l'impact environnemental de leur consommation** ».

Afin de mieux connaître les représentations et comportements des Français en la matière, Citeo s'est joint à l'ObSoCo afin de livrer une radiographie du rapport des Français à la consommation responsable. L'Observatoire de la consommation responsable acte l'importance de la dimension environnementale dans les choix de consommation. 61 % des Français jugent la situation environnementale très préoccupante **et 59 % déclarent avoir significativement intégré l'impact environnemental dans leurs choix de consommation. De plus, à rebours d'une idée reçue largement partagée, la consommation responsable n'est pas uniquement le fait d'une seule catégorie de population, urbaine, aisée, avec un haut niveau d'étude.**

La récente étude « Shopper » menée en juillet 2020 par Citeo et Action Plus, après une première édition en 2018, a par ailleurs permis de mieux comprendre la perception environnementale des emballages suite à la crise sanitaire. La comparaison des résultats montre un net renforcement sur deux ans des attentes environnementales sur l'emballage, accompagné d'attentes environnementales plus fortes : 22% des consommateurs répondent « Oui tout à fait » à la question « l'emballage du produit que je viens d'acheter me plaît » (-10 points par rapport à 2018). **Parmi les attentes prioritaires exprimées par les consommateurs, figure le moins de plastique (42 % d'entre eux) puis davantage d'emballages recyclables (41 %) et enfin moins d'emballage (25 %).** Pour 71 % des répondants, c'est d'abord aux fabricants, aux industriels et aux marques d'agir pour réduire les emballages, puis aux consommateurs (29 %).

**Au-delà de mieux comprendre le consommateur, nous souhaitons également renforcer sa bonne information, condition de son action.** Les résultats de l'Observatoire de la consommation responsable montrent que 38 % des personnes interrogées citent le manque d'information comme frein à une consommation responsable. **Cet impératif guide tout le travail de Citeo pour concevoir ses services** à destination des consommateurs : **notre application Guide du tri** permet ainsi une information complète et fiable de la consigne de tri dans chaque ville de France, par exemple. Nous mettons également à disposition des marques des outils d'aide à la décision pour des solutions d'emballages à l'impact environnemental limité et des formations sur la communication responsable et les allégations environnementales.

**Enfin, notre objectif de mobilisation du consommateur se manifeste à travers nos actions d'éducation à l'environnement.** Nous avons à cœur d'éduquer les consommateurs de demain à l'instar des 1,5 million d'élèves sensibilisés chaque année dans les écoles. Nous sommes également partenaire du Concours lancé par le ministère de l'Éducation nationale, Bayard Jeunesse et We Demain pour inciter les jeunes à s'engager dans un projet concret en faveur de la transition écologique, dans leur école leur collège ou leur lycée. A cette occasion, Citeo a lancé le 10 mars une campagne de sensibilisation en s'associant à 8 influenceurs stars sur Tik Tok, la plateforme privilégiée des jeunes générations, afin de partager les bons gestes pour la planète avec leur communauté via le mot clé #Pitchpourlaplanete et inviter les jeunes à s'engager davantage en participant au Prix éco-délégué de l'année.

Information du consommateur par le biais de services dédiés, campagnes et marquage sur les emballages ; conseil aux entreprises souhaitant mener une communication responsable ; éducation et mobilisation des plus jeunes : c'est l'engagement des équipes de Citeo dans tous les domaines qui permettra de « **donner les clés aux consommateurs pour réduire l'impact environnemental de leur consommation** » et ainsi respecter notre objectif d'entreprise à mission.

**Lambert Allaerd**

Lambert Allaerd fait partie des 150 Français tirés au sort pour participer à la Convention Citoyenne pour le climat et s'y est beaucoup investi. À la suite de quoi il décide de changer de travail et devient co-fondateur de Karbon, l'application Lilloise qui analyse l'impact environnemental des produits alimentaires. Il a été Product owner (Chef de projet) chez Frizbiz, une application de solution pour les petits travaux, Chargé de projet vente omnicanal chez Leroy Merlin, ainsi que Chef de projet digital chez Péoléo, une agence de communication.

**Alain Bazot**

Alain Bazot est titulaire d'un DEA de droit public économique de l'Université de Bourgogne. Il adhère à l'association UFC-Que Choisir en 1977, et devient Administrateur de l'UFC-Que Choisir de Dijon trois ans plus tard. Il est cofondateur l'UFC-Que choisir de Bourgogne qu'il préside de 2001 à 2003. Sur le plan national, il rentre au Bureau fédéral en 2001 en qualité de trésorier, puis de Vice-Président. Président et Directeur des publications de l'UFC-Que Choisir depuis 2003, Alain Bazot devient alors membre de l'Exécutif du BEUC (Bureau Européen des Unions de Consommateurs). Il est notamment membre du Conseil national de la Consommation, du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique, du Conseil national de la transition écologique, de la Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation ainsi que de la Commission des Clauses Abusives. En parallèle à ses activités au sein de l'UFC-Que Choisir, il a été Conseiller économique et social de Bourgogne de 1989 à 1995, et Conseiller municipal de Sennely dans le Loiret de 2001 à 2008. Directeur des études au Centre de capacité en droit d'Auxerre jusqu'en 2008, il a aussi été Chargé de cours à l'Université de Bourgogne jusqu'en 2018. Alain Bazot est par ailleurs Lauréat du prix du Régulateur de l'année 2006, décerné par *Le Nouvel Economiste*, et l'auteur d'un ouvrage *Consommateur si tu savais* édité chez Plon en 2007.

**Jean Hornain**

Jean Hornain est le Directeur général de Citeo. Il fut auparavant PDG du quotidien Le Parisien pendant plus de 10 ans. Avant cela, il avait fondé la chaîne de télévision L'Équipe en 1998, puis le site internet L'Equipe.fr en 2000, après avoir été Directeur du département télévision pour Amaury Sport Organisation (Tour de France, Dakar, etc.) et Directeur général de Sierra Production (télévision) de 1992 à 1997. Diplômé d'un MBA à HEC, Jean Hornain est un grand sportif, qui fut membre de l'équipe française de volleyball de 1979 à 1985. En 2017, il a opéré la fusion entre Eco-Emballages et Ecofolio pour créer Citeo. Il axe sa stratégie sur la performance et l'innovation pour accélérer l'économie circulaire des emballages et des papiers en France et contribuer ainsi à préserver notre planète.



### Christiane Lambert

Née dans le Cantal en 1961, de parents agriculteurs et militants à la JAC, Christiane Lambert a très tôt choisi le métier d'agricultrice : à 19 ans, elle s'installe sur une exploitation laitière et porcine. Présidente du CCJA de Massiac (1981-1984) puis vice-présidente du CDJA du Cantal (1982-1988), elle a été la première présidente du CRJA Auvergne en 1986. Christiane et son époux, Thierry, qui ont trois enfants, sont aujourd'hui agriculteurs en EARL avec 102ha de cultures (maïs, blé, orge, pois et colza) destinés à un élevage de porcs Naisseur Engraisseur de 195 truies, avec 1,5 équivalent temps plein. Présidente du CNJA (1994-1998), son action a été marquée par la Charte Nationale pour l'installation déclinée ensuite dans les départements, la concrétisation de la multifonctionnalité et l'ouverture aux préoccupations territoriales et environnementales. Présidente de la FDSEA du Maine-et-Loire de 2001 à 2011, Christiane Lambert a été présidente du réseau FARRE (Forum de l'Agriculture Raisonnée Respectueuse de l'Environnement) de 1999 à 2005. Elle est depuis avril 2017, présidente de la FNSEA et depuis le 18 septembre 2020, elle est aussi présidente du Comité des organisations professionnelles agricoles (COPA), la première organisation syndicale d'agriculteurs en Europe.



### Richard Panquiaux

Né en 1962, diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris en 1983 et titulaire d'un MB de l'Université de San Francisco, Richard Panquiaux est directeur de l'Ilec. Il a passé vingt-six ans dans des entreprises de grande consommation, entre des fonctions marketing et commerciales chez Unilever (1985-1996) puis Kimberly Clark (1996-1998), société dont il a ensuite assuré la direction générale pendant trois ans (1998-2001). Au cours de la période 2000-2001, il a également exercé une fonction de coordination au niveau mondial des relations entre les groupes Kimberly Clark et Carrefour. De 2002 à 2011, Richard Panquiaux a été Directeur général de Lixir (une joint-venture dont les actionnaires sont les entreprises Rémy Cointreau et William Grant & Sons).



### Laure Verdeau

Diplômée de l'Essec et Sciences Po Paris, Laure Verdeau a démarré comme consultante chez Bain & Company, cabinet de conseil en stratégie. Elle crée la société "Realiment" en 2010 pour mettre ses compétences au service de la distribution et des PME. En 2016, elle intègre Bpifrance en tant que responsable de mission au pôle Conseil et accompagne les PME d'agroalimentaire partout en France dans leur développement stratégique et commercial, puis prend la direction marketing de l'Accompagnement. Aujourd'hui, Laure Verdeau est directrice de l'Agence Bio, groupement d'intérêt public qui analyse, finance et promeut le développement de l'agriculture et l'alimentation bio française, et sa parole dans notre société.

# **Que serait une société sans papier ?**



- + d'addiction à la connexion**
- + de surveillance généralisée**
- + de marchandisation des données personnelles**

**Toute une filière de proximité effacée  
de la forêt jusqu'au recyclage.**





# Il est temps de valoriser le papier dans notre société

de la gestion des forêts au recyclage d'une ressource  
renouvelable de la librairie à la boîte aux lettres.

- + de CO<sub>2</sub> capté par  
le bois cultivé
- + d'économie circulaire  
avec le papier certifié
- + de libertés individuelles  
et de vie privée



Adhérez à l'association Culture Papier,  
militant responsable du papier,  
depuis la forêt jusqu'à son recyclage.  
[www.culturepapier.org](http://www.culturepapier.org)



## LES ENJEUX DE LA PUBLICITÉ RESPONSABLE

**Géraud Guibert**

Président de La Fabrique Écologique, fondation pluraliste de l'écologie, Géraud Guibert est conseiller maître à la Cour des comptes. Il a été notamment directeur de cabinet de la ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, professeur associé de sciences économiques à l'Université du Maine et élu local. Il a publié, à titre personnel ou dans un cadre professionnel, de multiples livres, articles et travaux sur l'écologie, le développement durable et l'énergie. En 2020, il a co-rédigé avec Thierry Libaert le rapport "*Publicité et transition écologique*" dans le cadre d'une mission confiée par Elisabeth Borne, à l'époque ministre de la transition écologique, et Brune Poirson, secrétaire d'État.

**Guillaume Le Jeune**

Guillaume Le Jeune est président de Culture papier. Cela fait près de 30 ans de vie professionnelle qu'il exerce au sein du secteur papetier. Tout d'abord chez le distributeur *Arjomari-Diffusion* (groupe Arjo-Wiggins), Il a ensuite successivement travaillé chez les producteurs de papier nordiques *UPM* puis chez *Stora Enso* où il a occupé diverses fonctions dont la direction du Mexique et de l'Amérique Centrale avant de prendre en tant que responsable de la division Paper pour la France, deuxième marché du groupe de 2015 à 2020. Actuellement, il s'apprête à rejoindre le groupe Maury-Imprimeur en tant que Directeur commercial.

**David Larramendy**

Diplômé de Supélec et titulaire d'un MBA de la Wharton School de l'Université de Pennsylvanie, il a démarré sa carrière chez Ernst & Young avant de rejoindre Mistergooddeal au moment de sa création en 2000. Il a ensuite travaillé dans les bureaux londoniens de Goldman Sachs avant de rejoindre le Groupe M6 en 2008 comme Directeur du Commerce du pôle Ventadis dont il est devenu Directeur Général en 2010. En 2014, il est nommé Directeur Général de M6 Publicité et Directeur Général de M6 Interactions, puis devient membre du Directoire du Groupe en 2015. En mars 2019, David Larramendy est élu à la Présidence du SNPTV, (Syndicat National de la Publicité TV) qui regroupe les régies publicitaires TV des groupes TF1, France Télévisions, M6, Nextradio TV, Canal+, Viacom, beIN Sports et Amaury Media.



Avec le soutien de



Organisées par

M&M CONSEIL

[secretariat@mmconseil.com](mailto:secretariat@mmconseil.com) / [www.mmconseil.com](http://www.mmconseil.com)

41 - 43 rue Saint-Dominique – 75 007 Paris Tél : 01 44 18 64 60